

Europe

ÉTAT DE L'UNION : RETOUR AU DISCOURS DE L'IMPUISSANCE

Théo Bourgoïn-Verdier

11/09/2025

Ursula von der Leyen a prononcé ce 10 septembre 2025 son premier discours sur l'état de l'Union européenne depuis l'entrée en fonction de la nouvelle Commission européenne. Théo Verdier, codirecteur de l'Observatoire Europe de la Fondation, analyse un événement sans annonce majeure qui illustre l'absence d'une feuille de route communément partagée pour l'exécutif européen lors de ce second mandat.

Centrée sur les urgences en matière de défense, de compétitivité et de pouvoir d'achat, l'allocution de la présidente de la Commission européenne n'a débouché sur aucune nouvelle initiative d'ampleur dans ces trois domaines. Il était même assez désarmant de voir la dirigeante allemande ponctuer son propos d'une dose de frustration vis-à-vis des désaccords entre États membres, appelant à en finir avec les décisions à l'unanimité au Conseil européen.

On a pu compter *a minima* quatre nouvelles « feuilles de route » ou autres formats réflexifs lancés lors de son discours. Que ce soit sur la défense du « flanc oriental » de l'Union à horizon 2030, sur une meilleure intégration du marché unique pour 2028, sur les investissements dans l'intelligence artificielle des grands acteurs de la tech européenne ou encore sur la protection des producteurs d'acier du Vieux Continent, la Commission annonce des initiatives de concertation. Des projets qui viennent s'ajouter à ceux déjà en gestation depuis l'entrée en fonction de la Commission, sur le 28^e régime de droit des entreprises ou l'union des marchés de capitaux par exemple.

Une rupture avec un premier mandat marqué par des réalisations concrètes pour l'Union

Les manquements du discours prononcé au Parlement européen viennent conclure un été difficile pour l'Union européenne (UE), rythmé par l'accord commercial défavorable conclu avec les États-Unis et la rencontre sans les Européens entre Donald Trump et Vladimir Poutine en Alaska. S'ajoute à cela le constat qu'un an après la remise du rapport Draghi¹, seul un tiers de ses recommandations ont été mises en œuvre, dont la plupart de manière partielle².

Les premiers mois de la Commission européenne ont provoqué une rupture avec le mandat précédent. L'Union s'était alors distinguée par l'innovation de ses moyens d'action et une relative rapidité de mise en œuvre. Le Pacte vert avait été la pierre angulaire de la nomination d'Ursula von der Leyen et du collège de commissaires en 2019. S'en était suivie la réponse rapide à la pandémie avec les politiques d'achat de vaccins en commun, puis le plan de relance. Enfin, l'Union s'est engagée avec vigueur dans le soutien à l'Ukraine, les Vingt-Sept ayant mobilisé plus de 167 milliards d'euros pour venir en aide à Kiyv depuis 2022³.

Un diagnostic partagé sans la force politique pour y répondre

La priorité à la défense du continent demeure l'élément le plus stable de la feuille de route actuelle de la Commission européenne. Sa présidente a ainsi rappelé la mobilisation de 800 milliards d'euros pour l'industrie de défense européenne. Et ce, à travers des dérogations aux règles budgétaires auxquelles s'ajoutent 150 milliards d'euros levés directement par l'Union sur les marchés financiers. Au-delà de ce programme connu depuis le premier trimestre 2025, Ursula von der Leyen a formulé quelques annonces peu précises : la création d'un « semestre européen » dédié à la planification des efforts de défense ainsi qu'une concertation sur la protection de la frontière est de l'UE.

Le second pilier des priorités de la Commission réside dans la mise en œuvre des rapports Letta⁴ et Draghi sur l'intégration du marché intérieur et le renforcement de la compétitivité européenne. La Commission européenne semble pour l'instant avoir du mal à passer de la doctrine générale de ces deux rapports à leur traduction politique concrète. Depuis le début de l'année ont été présentés le volet industriel du Pacte vert et l'omnibus législatif dédié à la dérégulation. Rien qui ne soit à la hauteur des 750 milliards d'euros d'investissement attendus par l'ancien président de la Banque centrale européenne pour financer les transitions numériques et environnementales.

La proposition de budget européen pour la période 2028-2034 constitue ainsi une évolution importante. Y sont prévues de nouvelles ressources propres pour près de 400 milliards d'euros sur sept ans, issues de la fiscalité du tabac ou encore de la taxation des grandes entreprises. On notera ainsi que l'Union entend prélever pour la première fois une forme d'impôt direct. Cette proposition ne vient toutefois que préserver les acquis du fonds de relance européen puisqu'elle équivaut, avec 2000 milliards d'euros, aux enveloppes combinées du budget européen actuel et du fonds *NextGenerationEU*, qui ne devait être qu'exceptionnel.

Sur la défense comme sur l'accélération de l'agenda économique européen, les constats posés par la présidente de la Commission sur la nécessité de « faire émerger une nouvelle Europe » sont

largement partagés sur la scène européenne. Son discours revient toutefois à un aveu de faiblesse. Comme en 2020 lors de la pandémie, la seule force d'entraînement politique de l'exécutif européen ne suffit pas à amener l'Union dans un dépassement de fonction. Il faudra une initiative politique provenant des États, comme l'avaient fait Angela Merkel et Emmanuel Macron pour le fonds de relance, pour faire bouger les lignes. On le constate par exemple sur la mobilisation des crédits de défense. Une nouvelle enveloppe d'emprunt commun permettant d'atteindre les nouveaux seuils de 3,5% du PIB fixés aux pays de l'Otan pour leurs budgets de défense – et si possible en finançant un effort industriel concerté en Europe – n'émergera pas de la Commission dans sa configuration politique actuelle.

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Rien pour percer le mur du son

Le troisième pilier du discours-programme d'Ursula von der Leyen porte sur le coût de la vie et comporte un axe social relativement inédit pour une dirigeante chrétienne-démocrate européenne. La présidente de la Commission a notamment développé quelques pistes pour construire une politique européenne du logement, rappelant que le nombre de constructions neuves a chuté de 20% en cinq ans sur le continent. La raréfaction de l'offre, combinée aux difficultés d'accès au crédit, amène ainsi les jeunes Européens à quitter plus tardivement le domicile parental dans la majorité des pays européens⁵.

Malgré l'intérêt de ces différents éléments, le discours prononcé à Strasbourg ne comporte aucune annonce pour faire une percée dans les médias européens. À commencer par la France, où la nomination de Sébastien Lecornu à Matignon et les mouvements du 10 septembre occupent l'espace. On retiendra principalement un passage sur Gaza appelant à des sanctions de responsables politiques israéliens et à une suspension partielle de l'accord d'association entre l'Union européenne et Israël. Une proposition qu'il sera compliqué de faire passer au Conseil européen face aux divisions des États membres sur le sujet, comme l'a d'ailleurs rappelé Ursula von der Leyen en séance. De nouveau, l'impression générale fut celle de l'impuissance.

1. Mario Draghi, *The future of competitiveness*, Conseil européen, septembre 2024.
2. Selon les données du European Policy Innovation Council. Voir *Draghi Observatory & Implementation Index : Only 1 in 10 Measures implemented*, Epic, 4 septembre 2025.
3. Voir *Ukraine Support Tracker*, Kiel Institute.
4. Enrico Letta, *Much more than a market*, Conseil européen, avril 2024.
5. *When do young European leave their parental home*, Eurostat, 4 septembre 2023.